



La réglementation du marché de l'art : exemples d'ordres juridiques

I Lavinia SAVINI

Compte tenu de la vocation évidente de la ville de Venise d'être le lieu idéal pour aborder les thématiques relatives au monde de l'art et de la culture, la Chambre Arbitrale de Venise a instauré une chambre spécialisée en matière d'arbitrages relatifs aux litiges nationaux et internationaux dans le domaine de l'art, première en son genre à être instituée en Italie. À l'occasion de la présentation de ce nouveau service, la Chambre Arbitrale a organisé une série de 7 rencontres sur le sujet « Art et Droit ». Dans le cadre de cette rencontre, s'est déroulée une conférence sur le thème « La réglementation du Marché : exemples d'ordres juridiques étrangers », où des avocats italiens et étrangers sont intervenus en tant que rapporteurs.

L'ordre juridique italien a ainsi été comparé aux principaux ordres juridiques européens tels que ceux de la France, l'Allemagne et l'Angleterre, ainsi que celui des États-Unis, sur les principales thématiques juridiques et fiscales relatives au marché de l'art.

De la rencontre a émergé l'existence d'une réglementation définitivement hétérogène au sein des différents pays, et ce, malgré les tentatives d'harmonisation du marché européen.

La question du rôle central des experts dans le déroulement des transactions commerciales en France, en Allemagne et aux États-Unis, a été abordée. Dans ces pays, il a été constaté qu'il était courant de faire participer des experts, particulièrement dans le cadre de deux diligences lors de l'achat d'œuvres d'art et qu'il existait aux États-Unis une ample jurisprudence sur les *best practice* pour la réalisation de ces diligences. La différence par rapport à l'Italie est malheureusement évidente, puisque la réalisation de deux diligences sur les opérations lors de l'achat est une pratique presque inconnue en Italie et, plus généralement, la participation d'experts dans les transactions commerciales est très rare et se rattache à des litiges déjà existants.

Quant à l'utilisation de l'instrument contractuel dans le domaine des marchés de l'art, l'Italie se différencie des autres pays. Le système italien est encore réticent et peu sensible à l'utilisation de contrats en matière de vente mais également, par exemple, pour la réglementation des rapports avec les artistes, à la différence d'autres pays comme l'Allemagne, où le contrat est largement utilisé. En Allemagne, notamment, les contrats prévoient normalement une description minutieuse des œuvres, de leur provenance et de leur authenticité.

En ce qui concerne le droit d'auteur moral – défini à l'article 20 de la loi italienne sur le droit d'auteur n°633 de 1941 comme étant « [...] le droit de revendiquer la paternité de l'œuvre et de s'opposer à une quelconque

les héritiers conféraient tous les droits, y compris le droit d'auteur moral, à une unique personne chargée de l'authentification des œuvres d'un artiste.

Un thème très important, celui de la dation en paiement d'œuvres d'art, a également été abordé : cette pratique, prévue dans tous les systèmes juridiques étrangers étudiés, est largement utilisée. L'exemple du Musée Picasso de Paris constitué grâce à la dation en paiement d'œuvres d'art en est un exemple retentissant. Cette institution est prévue en droit italien par l'art. 6 de la loi 512 de 1982, qui reconnaît aux héritiers ou légataires, la possibilité de payer les droits de succession, et à certaines conditions les impôts indirects, par la cession à l'État de biens culturels, meubles ou immeubles,

Un autre thème abordé, très actuel et très discuté en Italie, est celui de la taxation de la plus-value générée en cas de revente d'œuvres d'art.

déformation, mutilation ou autre modification, et à tout acte qui porterait préjudice à l'œuvre elle-même, à son honneur ou à sa réputation » – la comparaison la plus intéressante concerne les ordres juridiques français et italien, en ce que ces deux systèmes sont les plus similaires quant à la réglementation de ce droit. Dans les deux pays, le droit moral est imprescriptible, perpétuel et on ne peut y renoncer, à la différence des États-Unis par exemple. En France, en revanche, les héritiers de l'artiste désignés par la loi peuvent disposer du droit moral en le conférant, par exemple, à une fondation, comme ce fut le cas du sculpteur Rodin. En Italie, cette option n'est pas envisageable puisque le droit moral est intransmissible. Ce choix contribue à rendre encore plus complexe la détermination déjà difficile de l'authenticité des œuvres d'un artiste décédé, et la résolution des nombreux litiges existants entre les héritiers d'un artiste et les éventuelles fondations ou archives. À l'inverse, la situation serait plus facile si

qui ont été acquis *mortis causa*. La dation de ces biens doit avoir lieu à travers la présentation d'une offre, qui sera ensuite soumise à l'examen d'une commission ministérielle spécifique. Malgré le fait que cette disposition soit en vigueur depuis plus d'une trentaine d'années, rares sont les cas de contribuables y ayant eu recours ; cette carence s'explique notamment par le fait que la commission a de nouveau été instituée en octobre 2014 après des années d'inactivité.

En matière de fiscalité de l'art, le système juridique allemand s'est démarqué, en prévoyant des avantages fiscaux pour les collectionneurs qui achètent des œuvres d'artistes qualifiés comme « inconnus », identifiés sur la base de critères légalement prévus. Ceci aide bien évidemment les artistes émergents.

En France, en revanche, le mécénat est très développé et facilité par d'importants avantages fiscaux, non seulement en faveur

des entreprises mais également en faveur des privés, et en cas de donations d'œuvres aux institutions et aux musées. Il s'agit donc d'avantages beaucoup plus importants que ceux accordés en Italie – principalement des actions de restauration de biens publics – où les avantages fiscaux en faveur des privés et des donations d'œuvres d'art sont rares. Un changement vers une conformité aux standards européens en la matière est donc souhaitable.

Un autre thème abordé, très actuel et très discuté en Italie, concerne la taxation de la plus-value générée en cas de revente d'œuvres d'art. Cette taxation existe dans tous les systèmes juridiques analysés, que la vente advienne dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale, professionnelle ou habituelle, ou qu'elle soit occasionnellement effectuée par une personne privée. Actuellement en Italie, la pratique démontre qu'il n'y a pas de taxation de la plus-value générée lors de la vente occasionnelle d'œuvres d'art, étant donné que l'article 76 du décret présidentiel 597/1973 n'est plus en vigueur.

Un alignement des pays européens s'observe en revanche en ce qui concerne le droit de suite, droit relativement débattu. Ce droit revient à l'artiste et à ses héritiers, pour toute la durée de sa vie et pour les 70 années suivant son décès, et il lui accorde le droit de percevoir un pourcentage sur le prix de vente de ses œuvres pour chaque cession ultérieure à la première, dans laquelle intervient en tant que vendeur, intermédiaire ou acheteur, un acteur professionnel du marché de l'art.

En Europe, le droit de suite a été introduit par la Directive 2001/84/CE, et est donc appliqué de manière quasi homogène en France, au Royaume Uni, en Allemagne et en Italie. En Italie, la directive a été transposée par le décret législatif 118 de 2006, qui a modifié quelques articles de la loi sur le droit d'auteur. Le droit de suite est complètement absent aux États-Unis, y compris en Californie où il avait été introduit initialement, car il a été déclaré inconstitutionnel.

En ce qui concerne l'exportation de biens culturels, l'Italie apparaît comme étant le système le plus pénalisant, bien que la récente et très attendue réforme opérée par la loi 124 de 2017 ait modifié quelques dispositions du Code des Biens Culturels et du Paysage italien, actuellement en



Une confrontation avec le système juridique français est encore une fois opportune, puisque ce dernier prévoit l'autorisation à l'exportation pour les œuvres qui ont plus de 50 ans.

vigueur (décret législatif 42 de 2004), en changeant les seuils, temporels et de valeur, en dessous desquels les choses qui présentent un intérêt culturel et qui proviennent d'auteur décédés, peuvent circuler librement en dehors des frontières nationales et européennes, sur la base d'une simple auto certification, sans qu'un permis à l'exportation ne soit nécessaire : le seuil temporel est de 50 à 70 ans après la création de l'œuvre et le seuil de valeur est de 13 000 € (seuil le plus bas en Europe).

La possibilité de reconnaître le statut d'«exceptionnelle valeur artistique» à n'importe quelle œuvre qui a plus de 50 ans et moins de 70 a été reconnue au Ministère ; en tant que telle, l'œuvre a donc besoin d'un permis à l'exportation.

Une confrontation avec le système juridique français est encore une fois opportune, puisque ce dernier prévoit l'autorisation à l'exportation pour les œuvres qui ont plus de 50 ans. Le seuil de valeur, en revanche, dépend du type de bien à exporter (le seuil est, par exemple, de 150 000 € pour les peintures, de 50 000 € pour les sculptures et de 30 000 € pour les aquarelles). Il y a ensuite des règles *ad hoc* pour les trésors nationaux (qui équivalent aux biens culturels en Italie), pour lesquels l'État a 30 jours à compter de la communication de la volonté d'exporter, pour exercer son droit de préférence : à défaut, le bien pourra être

librement exporté. Ici aussi une différence avec l'ordre juridique italien émerge : en Italie, en effet, le bien d'intérêt historique et artistique ne peut pas quitter le territoire national, même en cas de renonciation de l'État à exercer son droit de préférence. Aux États-Unis, il n'y a pas d'obstacle à l'exportation étant donné que la notion de bien culturel n'existe pas.

Enfin, à propos des délais et des coûts d'une procédure judiciaire au sein des différents systèmes, le système britannique démontre des coûts élevés et une faible répression des délits portant sur des œuvres d'art, alors même que Scotland Yard dispose d'un département d'investigation spécialement dédié et qui est l'équivalent des *Carabinieri Nucleo Tutela Patrimonio Artistico* en Italie (qui bénéficient du reste d'une grande estime et d'une grande confiance au niveau international). En France, en Allemagne et aux États-Unis, les délais sont plus brefs qu'en Italie. Ces données mettent en évidence la pertinence et l'opportunité des modalités de règlement alternatif des litiges tels que l'arbitrage institutionnel, qui se distingue non seulement par sa rapidité mais également par sa confidentialité et sa spécialisation.

Lavinia SAVINI
Avocate